République Française Département des Pyrénées-Atlantiques

<u>ARRÊTÉ</u>



Portant modification de la circulation et interdiction de stationner

N°285/2024

Objet : Travaux de remplacement de fils nus par fils torsadés Impasse Le Proye/De Gaulle

Le Maire de la Commune de Boucau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu la Loi n°82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu l'arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative au Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la demande présentée par l'entreprise ETPM domiciliée à ARCANGUES (64) en date du 19/09/2024 relative à des travaux de remplacement de fils nus par fils torsadés impasse Le Proye/ De Gaulle pour le compte d'ENEDIS

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité et la continuité de la circulation au droit du chantier,

ARRÊTE

<u>ARTICLE 1er</u>: Des mesures restrictives à la circulation seront prises, en fonction des nécessités du chantier:

- du 07 au 31 octobre
- sur l'impasse Le Proye et l'avenue de Gaulle
- la circulation sera maintenue avec empiètement sur chaussée et mise en place d'un alternat par feux tricolores
- Il sera interdit de stationner et de dépasser pour les VL et les PL dans la zone de travaux ;
- La vitesse sera limitée à 30km/heure ;

ARTICLE 2ème : Le stationnement sera interdit au droit du chantier. Le Pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir l'accès et la sécurité des piétons, usagers et riverains.

ARTICLE 3ème: La pré signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection du chantier nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par le pétitionnaire pendant toute la durée du chantier. Un soin particulier sera apporté au balisage du chantier après départ de l'entreprise le soir. L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

<u>ARTICLE 4ème</u>: Le pétitionnaire demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.